ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 4 juillet 1968, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la mise en vigueur de certaines dispositions concernant la procédure de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre le 17 septembre 1968, a donné le 25 septembre 1968 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4e juli 1968 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de inwerkingtreding van sommige bepalingen met betrekking tot de rechtspleging, van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek", zoals het door de Minister op 17 september 1968 gewijzigd werd, heeft de 25e september 1968 het volgend advies gegeven:

Article 1er.

L'article 1er du projet dispose que "sans préjudice de l'application des dispositions de procédure contenues dans d'autres lois qui n'auraient pas encore été abrogées, remplacées ou modifiées et qui se réfèrent aux dispositions abrogées du Code de procédure civile, entrent en vigueur le 1er janvier 1969 : 1° ... ".

Selon les explications fournies au Conseil d'Etat, cette disposition doit être interprétée en ce sens que la mise en vigueur des dispositions énumérées à l'article 1er ne portera pas atteinte à l'application des dispositions de procédure qui, dans des textes légaux non abrogés, remplacés ou modifiés par la loi du 10 octobre 1967, se réfèrent aux dispositions abrogées du Code de procédure civile ou à celles d'autres lois relatives à la procédure.

Le Conseil d'Etat observe tout d'abord que si cette disposition **devait** être maintenue, elle devrait faire l'objet d'un article séparé du projet; elle concerne les effets de l'entrée en vigueur tant des dispositions du Code judiciaire énumérées à l'article 1er que des dispositions abrogatoires et modificatives mentionnées aux articles 3, 4 et 5 du projet.

La réponse à la question de savoir si l'abrogation ou la modification des dispositions auxquelles il est fait référence dans d'autres textes a ou n'a pas d'incidence sur le prescrit de ces textes, suppose résolues plusieurs questions préalables.

.../...

I. La première de ces questions est celle de savoir quel fut le but poursuivi par le législateur au moment où il a mis en oeuvre le procédé dit de la législation par référence; cette question est susceptible de recevoir deux réponses différentes, qui aboutissent à deux solutions opposées quant aux effets de l'abrogation de textes référés ou de leur modification sur le prescrit des textes qui y renvoient.

En ayant recours au procédé de la législation par référence, le législateur a pu simplement vouloir utiliser un mode de formulation des normes, qui consiste à renvoyer à des dispositions déjà adoptées antérieurement plutôt que de les répéter dans des textes ultérieurs. Il peut aussi avoir voulu que les dispositions référées soient rendues communes aux objets analogues réglés par la loi référante et que cette identité de législation persiste quelles que soient les modifications qui viendraient à être apportées dans la suite aux dispositions référées.

Dans le premier cas, la loi référante s'incorpore les dispositions référées, en sorte que l'abrogation de celles-ci ou leur modification sont sans incidence sur la loi référante; les dispositions référées, abrogées ou modifiées quant aux matières qu'elles ont pour objet propre de régler, demeurent en vigueur en tant que dispositions auxquelles il est fait référence. (Sur l'énoncé de ce principe, voir avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi devenu la loi du 31 décembre 1955 (lettre de change), Doc. Sénat 1953-1954, n° 235; avis sur le projet de loi devenu la loi du 2 août 1963 (emploi des langues en matière administrative), Doc. Chambre, 1961-1962, n° 331/1; avis sur le projet de loi devenu la loi du 16 mars 1964 (Fonds des communes), Doc. Sénat, 1963-1964, n° 55).

.../...

Dans le second cas, la loi référante est évidemment affectée par l'abrogation ou la modification de la loi référée puisque, par hypothèse, la volonté du législateur est précisémment d'assurer le maintien de l'unité de législation dans les matières réglées respectivement par chacune de ces lois (Voir notamment arrêt du Bureau d'assistance judiciaire de la Cour de cassation du 6 septembre 1963, décidant que l'article 19, alinéa 1er, de la loi du 24 décembre 1903, repris dans l'article 17, alinéa 1er, des lois coordonnées du 28 septembre 1931 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, est devenu sans effet par suite de l'abrogation de la loi du 28 mars 1868 à laquelle il se référait (Pasicr. 1964, I, 20 et la note signée R.H. qui expose "pourquoi, en l'espèce, l'on ne peut soutenir que la loi de 1903 en se référant à certaines dispositions de la loi du 28 mars 1868 s'est incorporée le texte même de ces dispositions, en sorte que l'abrogation de la loi de 1868 serait sans incidence sur elle").

II. Une seconde question est celle de savoir, lorsque le législateur adopte une loi nouvelle qui abroge une loi référée dans d'autres textes, s'il n'a pas voulu donner à cette loi nouvelle une portée assez générale pour que contrairement à l'adage "Generalia specialibus non derogant", l'abrogation des dispositions qu'elle remplace entraîne de plein droit le remplacement des références faites aux lois abrogées par des références aux dispositions nouvelles correspondantes. Dans son avis précité sur le projet de loi relatif à l'emploi

.../...

des langues en matière administrative, le Conseil d'Etat a estimé que pareille interprétation de la portée de ce projet était aussi admissible que l'interprétation opposée et que, dès lors, il était souhaitable que le projet fût précisé sur ce point (1).

Cette question se pose avec une particulière acuité en ce qui concerne la loi du 10 octobre 1967. Cette loi - de portée extrêmement générale puisqu'aux termes de l'article premier du Code qu'elle établit, celui-ci "régit l'organisation des cours et tribunaux, la compétence et la procédure" - abroge et remplace un nombre considérable de lois particulières auxquelles, par ailleurs, il est fait référence dans des textes qui ne sont pas expressément abrogés. L'on pourrait soutenir que le législateur en adoptant le Code judiciaire a entendu régler par des normes d'application générale toutes les matières intéressant le droit judiciaire et que, dès lors, l'article 2 de la loi du 10 octobre 1967 a non seulement abrogé les dispositions qui y sont

.../...

- -

(1) Lorsque la Section d'administration a été appelée à trancher la question, elle a décidé que les dispositions de la loi du 28 juin 1932 auxquelles il est fait fait référence dans la loi du 23 décembre 1946 ayant été remplacées par celles de la loi du 2 août 1963, ce sont les dispositions correspondantes de cette dernière loi qui régissent l'emploi des langues devant le Conseil d'Etat (Arrêts 12.867 du 13 mars 1968, BOCHKOLHZ et 12.882 du 19 mars 1968, Commune d'Etterbeek).

énumérées, mais également modifié implicitement toutes les références faites à ces dispositions pour y substituer des références aux dispositions correspondantes du Code judiciaire. L'on pourrait soutenir aussi - et l'article 2 du Code judiciaire pourrait donner un certain fondement à ce soutènement - que les dispositions référantes qui n'ont pas été expressément modifiées, conservent la portée que le législateur qui les a établies a entendu leur donner.

Des considérations qui précèdent, il se déduit que la question de savoir quelle incidence l'abrogation ou la modification de lois référées peut avoir sur le prescrit des lois qui y font référence se **réduit** à une question d'interprétation de la volonté du législateur dans chaque cas d'espèce.

Il n'appartient pas au pouvoir exécutif d'interpréter la loi par voie réglementaire. La disposition liminaire de l'article 1er du projet est donc illégale si elle a pour objet de régler le sort des dispositions qui font référence aux lois dont l'abrogation sera réalisée par l'arrêté en projet, et dépourvue de toute portée juridique si elle ne formule qu'une simple réserve. En tout état de cause, loin d'assurer la sécurité juridique, elle ne peut que constituer un élément d'incertitude.

.../...

Par ailleurs, l'on pourrait considérer que par cette disposition, le projet entend mettre en vigueur certains articles du Code judiciaire et certaines dispositions abrogatoires et modificatives contenues dans la loi du 10 octobre 1967, uniquement en ce qui concerne l'objet propre de ces articles et dispositions, les dispositions abrogées demeurant en vigueur en tant que référées dans des textes non abrogés ou non modifiés.

Il est douteux à cet égard, que le pouvoir du Roi de fixer le moment de l'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 10 octobre 1967, l'autorise à rompre, même provisoirement, l'unité de législation qui a pu être voulue par le législateur dans certains cas de législation par référence. Rien, dans le texte de la loi, ni dans les travaux préparatoires n'autorise une interprétation aussi large des pouvoirs accordés au Roi.

En conclusion, le Conseil d'Etat est d'avis que la disposition prérappelée, figurant au début de l'article 1er du projet, doit être omise.

Article 3.

Le projet ne fait pas entrer en vigueur l'abrogation de l'article 66 du Code de procédure civile, qui énonce les cas de parenté ou d'alliance dans lesquels il est interdit, à peine de nullité, à l'huissier de justice d'instrumenter. Eu égard au fait que l'article 517 du Code judiciaire énonce que "l'huissier de justice est tenu d'exercer son ministère toutes les fois qu'il en est requis, et pour tous requérants, sauf les prohibitions pour cause de parenté ou d'alliance",

.../

sans préciser ces prohibitions, il conviendra que l'article 517 soit modifié de façon à énoncer expressément les prohibitions, actuellement réglées par l'article 66 du Code de procédure civile, mais qui ne le seront plus lorsque l'abrogation de ce dernier article entrera en vigueur.

*

Le projet ne prévoit pas l'entrée en vigueur de l'abrogation des articles 147 et 148 du Code de procédure civile. Les seconds alinéas de ces deux dispositions sont relatifs aux cas où la signification des jugements se fait à avoué. Du jour où les dispositions de la loi du 10 octobre 1967, relatives à la suppression des avoués, seront en vigueur, les seconds alinéas des articles 147 et 148 ne seront plus applicables. L'article 147, alinéa 1er, du Code de procédure civile se suffit à lui-même : il impose, dans tous les cas, la signification à la partie avant l'exécution du jugement. Pour les jugements de simple instruction, l'article 148, alinéa 1er, résout à lui seul la question. Les seconds alinéas des articles 147 et 148 peuvent donc voir leur abrogation entrer en vigueur.

*

Les articles 846 à 850 du Code de procédure civile sont exceptés de la disposition qui fait entrer en vigueur l'abrogation de nombreux articles de ce Code. La suppression des avoués ne permettra plus l'application de l'article 847 dans sa teneur actuelle ; après cette suppression, ce sera au juge, saisi d'une demande fondée sur l'article 847, qu'il appartiendra d'interpréter cette disposition, implicitement modifiée et, par voie de conséquence, de statuer quant aux formes selon lesquelles

.../...

il sera régulièrement saisi. Par ailleurs, s'il est dans les intentions du Gouvernement de maintenir - jusqu'à la date à laquelle l'ensemble de la loi du 10 octobre 1967 sera entré en vigueur - les articles 846 à 850, pour le motif que ces articles règlent la délivrance d'une expédition ou d'un extrait d'un acte à des tiers, alors que les articles 1372 à 1382 du Code judiciaire ne s'appliquent qu'à la délivrance aux parties, il y aura lieu d'apporter au Code judiciaire une modification adéquate.

*

* *

Compte tenu des observations qui précèdent et des renseignements obtenus du Commissaire royal à la Réforme judiciaire, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Article 1er.-

Entrent en vigueur le 1er janvier 1969 :

1° ... (texte du projet) ... ;

2° ... (texte du projet) ... ;

3° ... (texte du projet, 2° bis) ;

4° ... (texte du projet, 3°) ;

5° au livre II, intitulé "L'instance " de la même partie du Code :

a) au titre premier, intitulé "Introduction de la demande", les articles 700 à 703, 705 à 730;

b) au titre II, intitulé "Instruction et jugement de la demande", les articles 731 à 733, 735 à 763, 764, alinéa 1er, 1° à 11° et 13°, et alinéa 2, 765 à 806;

.../...

c) au titre III, intitulé "Des incidents et de la preuve", les articles 807 à 828, 830 à 914;

d) le titre IV, intitulé "Des frais et dépens", comprenant les articles 1017 à 1024;

e) le titre V, intitulé "Introduction et instruction de la demande sur requête unilatérale", comprenant les articles 1025 à 1034;

f) le titre VI, intitulé "Introduction et instruction de la demande en référé", comprenant les articles 1035 à 1041;

6° au livre III, intitulé "Des voies de recours", de la même partie du Code :

a) le titre premier, intitulé "Dispositions générales", comprenant les articles 1042 à 1046;

b) le titre II, intitulé "De l'opposition", comprenant les articles 1047 à 1049;

c) au titre III, intitulé "De l'appel", les articles 1050, 1051 et 1052, alinéas 2 et 3, 1053 à 1072;

d) le titre IV, intitulé "Du pourvoi en cassation", comprenant les articles 1073 à 1121;

e) le titre V, intitulé "De la tierce-opposition", comprenant les articles 1122 à 1131;

f) au titre VI, intitulé "De la requête civile", les articles 1132, 1133, 1134, alinéas 1er et 2, 1135 à 1139;

g) le titre VII, intitulé "De la prise à partie", comprenant les articles 1140 à 1147;

7° au livre IV, intitulé "Procédures particulières" de la même partie du Code :

a) le chapitre IV, intitulé "De certaines ventes publiques d'immeubles", comprenant les articles 1186 à 1193;

b) le chapitre V, intitulé "De certaines ventes du mobilier", comprenant les articles 1194 à 1204;

c) le chapitre VI, intitulé "Des partages et licitations", comprenant les articles 1205 à 1225;

d) le chapitre IX, intitulé "Des avis des conseils de famille", comprenant les articles 1232 à 1237;

e) le chapitre X, intitulé "De l'interdiction", comprenant les articles 1238 à 1253;

f) le chapitre XII, intitulé "Des pensions alimentaires", comprenant les articles 1320 à 1322;

g) le chapitre XIV, intitulé "De l'octroi de délais de grâce", comprenant les articles 1333 à 1337;

h) le chapitre XVI, modifié par la loi du 28 décembre 1967, intitulé "Procédure en matière de bail à ferme, en matière de droit de préemption et en matière de salaire différé dans l'agriculture et l'horticulture", comprenant l'article 1345, modifié par la même loi;

i) le chapitre XVII, intitulé "La réception de caution", comprenant les articles 1346 à 1351;

j) le chapitre XXI, intitulé "Voies à prendre pour avoir expédition ou copie d'un acte", comprenant les articles 1372 à 1382.

.../...

Article 2.-

... (texte du projet) ...

Article 3.-

Entrent en vigueur le 1er janvier 1969, les dispositions abrogatoires suivantes qui figurent à l'article 2 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire :

1° au titre premier, chapitre premier, l'article 1er, § 1er, 2°, en tant qu'il abroge le titre II et les articles 3 et 4 du titre VIII du décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire;

2° ... (texte du projet) ... ;

3° au titre premier, chapitre premier, l'article 1er, § 1er, 17° , en tant qu'il abroge les articles 80, 87 à 89 et 93 à 97 de la loi du 27 ventôse an VIII sur l'organisation des tribunaux ;

4° ... (texte du projet) ... ;

5° au titre premier, chapitre premier, l'article 1er, § 1er, 24°, en tant qu'il abroge les articles 18 à 25, 27 à 29, 33, 43, 54 à 56, 58, 61 à 64, 67 à 74, 84 à 88, 91, 97, 102 à 104 du décret impérial du 30 mars 1808 contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux;

6° à 8° ... (texte du projet) ... ;

9° au titre premier, chapitre premier, dans l'article 1er, § 1er :

.../...

a) le 45°, en tant qu'il abroge les articles 134, alinéas 2, 3, 4, 138, 139, 141, 142, 145, 163, 164, 166 à 170 et 174 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire;

b) le 110°, en tant qu'il abroge l'article 8 de la loi du 20 décembre 1957 portant revision du statut des greffiers de l'ordre judiciaire et du personnel des greffes des cours et tribunaux, dans la limite où ledit article 8 remplace les articles 163, 164 et 166 à 170 de la loi du 18 juin 1869 précitée;

c) le 104°, en tant qu'il abroge l'article 4 de la loi du 25 février 1954 relative à l'organisation de la Cour de cassation dans la limite où ledit article 4 remplace l'article 134, alinéas 2 à 4, de la loi du 18 juin 1869 précitée;

10° à 13° ... (texte du projet) ... ;

14° au titre premier, chapitre III :

a) l'article 3, 1°, 5° à 9° et 12° à 15°;

b) l'article 3, 16°, sauf en ce qu'il abroge les articles 4 et 7 de l'arrêté du 18 mars 1831 concernant la prestation de serment des fonctionnaires de l'ordre judiciaire;

c) l'article 3, 17° à 19°, 22° à 32°, 35° à 37° et 39° à 41° ;

15° ... (texte du projet) ... ;

16° au titre II, chapitre premier, l'article 7, 2°, en tant qu'il abroge l'article 42, alinéa 5, de la loi du 25 mars 1876 contenant le titre premier du livre préliminaire du Code de procédure civile, ajouté par la loi du 4 septembre 1908;

.../...

17° au titre III, chapitre premier, l'article 13, sauf en ce qu'il abroge les articles 8, 29, 30, 34 à 43bis, 66, 119 à 121, 125, 136, 137, 146, 147, alinéa 1er, 148, alinéa 1er, 159, 164, 185, 252 à 336, 364 à 375, 420, 425, 428, 432, 438, 439, 453, 454, 457 à 459, 523 à 526, 545 à 635, 656 à 672, 752 à 805, 819 à 831, 846 à 850, 866 à 881, 986, 988 à 996, 998 à 1002 et 1040 du Code de procédure civile;

18° au titre III, chapitre premier :

a) l'article 14, 1°, 2°, 4° et 5°;

b) l'article 14, 6°, sauf en ce qu'il abroge l'article 9 du décret des 27 novembre - 1er décembre 1790 portant institution d'un tribunal de cassation et réglant sa composition, son organisation et ses attributions ;

c) l'article 14, 10°, 11°, 14° à 17° et 21°;

d) l'article 14, 23°, sauf en ce qu'il abroge les articles 54, 56 et 58 de l'arrêté du Prince souverain du 15 mars 1815 contenant règlement organique de la procédure en cassation ;

19° à 28° ... (texte du projet, 18° à 27°) ... ;

29° au titre III, chapitre II, section III, article 31, les §§ 1er, 3 et 4, ainsi que le § 2 en tant que celui-ci abroge l'article 59^{1}, 15°, de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947 contenant le Code des droits de timbre;

30° ... (texte du projet, 29°) ... .

.../...

Article 4.-

... (texte du projet, amendé) ...

Article 5.-

... (texte du projet, article 4bis, à l'exception des mots "mentionnés à l'article 1er") ...

Article 6.-

Entre en vigueur le 1er janvier 1969, l'article 27 des dispositions modificatives qui figurent à l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, remplaçant les articles 5 et 6 de la loi du 25 août 1885 portant revision de la législation en matière de vices rédhibitoires.

Article 7.-

Entre en vigueur le 1er janvier 1969, dans la mesure seulement où cette entrée en vigueur est nécessaire pour l'application des dispositions mises en vigueur par les articles qui précèdent, l'article 6 des dispositions transitoires qui figurent à l'article 4 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Article 8.-

Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

...

...

Artikel 1.

Artikel 1 van het ontwerp bepaalt : "Onverminderd de toepassing van de in andere wetten vervatte procedurebepalingen die nog niet mochten zijn opgeheven, vervangen of gewijzigd en naar de opgeheven bepalingen van het Wetboek van burgerlijk rechtsvordering verwijzen, treden op 1 januari 1969 in werking : 1° ...".

Naar aan de Raad van State is verklaard, moet die bepaling zo worden uitgelegd dat de inwerkingstelling van de in artikel 1 genoemde bepalingen niet zal verhinderen dat de procedurebepalingen worden toegepast die, in wetteksten welke de wet van 10 oktober 1967 niet opgeheven, vervangen of gewijzigd heeft, verwijzen naar de opgeheven bepalingen van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering of naar die van andere wetten betreffende de rechtspleging.

De Raad van State merkt allereerst op dat die bepaling, als zij mocht worden gehandhaafd, in een afzonderlijk artikel van het ontwerp zou moeten staan ; zij heeft betrekking op de gevolgen van de inwerkingtreding zowel van de in artikel 1 genoemde bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek als van de opheffings- en wijzigingsbepalingen die vermeld zijn in de artikelen 3, 4 en 5 van het ontwerp.

De vraag of de opheffing of de wijziging van bepalingen waarnaar andere teksten verwijzen, al dan niet een terugslag heeft op hetgeen in die teksten is bepaald, kan alleen na een aantal voorafgaande vragen worden beantwoord.

.../...

I. Eerst en vooral is er de vraag wat de wetgever op het oog heeft gehad toen hij is gaan werken met het zogenoemde procédé van de wetgeving bij verwijzing ; op die vraag kunnen twee verschillende antwoorden worden gegeven, die uitlopen op twee tegenovergestelde oplossingen wat betreft de gevolgen van de opheffing of wijziging van teksten waarnaar wordt verwezen op het bepaalde in de teksten die er naar verwijzen.

Het is mogelijk dat de wetgever in het procédé van de wetgeving bij verwijzing gewoon een methode voor het formuleren van normen heeft gezien, die erin bestaat naar eerder aangenomen bepalingen te verwijzen, liever dan die in latere teksten te herhalen. Het kan ook zijn bedoeling zijn geweest dat de bepalingen waarnaar wordt verwezen mede zouden gelden voor soortgelijke onderwerpen welke de verwijzende wet regelt, en dat die ene wetgeving zou blijven bestaan ongeacht de wijzigingen welke nadien mochten worden aangebracht in de bepalingen waarnaar wordt verwezen.

In het eerste geval neemt de verwijzende wet de bepalingen waarnaar wordt verwezen op, zodat opheffing of wijziging daarvan geen terugslag heeft op de verwijzende wet ; de bepalingen waarnaar wordt verwezen, die opgeheven of gewijzigd zijn wat betreft de aangelegenheden die hun eigenlijke onderwerp vormen, blijven van kracht als bepalin waarnaar verwezen is.(Zie over dit beginsel advies van de Raad van State over het ontwerp van wet dat de wet van 31 december 1955 (wisselbrief) geworden is, Gedr. St. Senaat, 1953-1954, nr. 235 ; advies over het ontwerp van wet dat de wet van 2 augustus 1963 (gebruik van de talen bestuurszaken) geworden is, Gedr. St. Kamer, 1961-1962, nr. 331/1 ; advies over het ontwerp van wet dat de wet va 16 maart 1964 (Gemeentefonds) geworden is, Gedr. St. Se 1963-1964, nr. 55).

.../

In het tweede geval ondergaat de verwijzende wet vanzelfsprekend de invloed van de opheffing of wijziging van de wet waarnaar wordt verwezen omdat de wetgever preciès verondersteld wordt de eenheid van wetgeving te willen handhaven in de aangelegenheden die onderscheidenlijk door elk van die wetten zijn geregeld (zie onder meer arrest van het Bureau voor rechtsbijstand van het Hof van cassatie van 6 september 1963, hetwelk besluit dat artikel 19, eerste lid, van de wet van 24 december 1903, overgenomen in artikel 17, eerste lid, van de gecoördineerde wetten van 28 september 1931 op de vergoeding der schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen, onwerkzaam geworden is ten gevolge van de opheffing van de wet van 28 maart 1868 waarnaar het verwees (Pasicr. 1964, I, 20 en voetnoot van R.H. die luidt : "pourquoi, en l'espèce, l'on ne peut soutenir que la loi de 1903 en se référant à certaines dispositions de la loi du 28 mars 1868 s'est incorporée le texte même de ces dispositions, en sorte que l'abrogation de la loi de 1868 serait sans incidence sur elle").

II. Een tweede vraag is of de watgever, als hij een nieuwe wet goedkeurt die een wet opheft waarnaar andere teksten verwijzen, aan die nieuwe wet niet een voldoende algemene strekking heeft willen verlenen opdat, in tegenstelling tot het adagium "Generalia specialibus non derogant", de opheffing van de bepalingen welke zij vervangt, van rechtswege zou meebrengen dat de verwijzingen naar de opgeheven wetten vervangen worden door verwijzingen naar de overeenkomstige nieuwe bepalingen. In zijn eerdervermeld advies over het ontwerp van wet betreffende het gebruik van de talen in bestuurszaken heeft de Raad van State geoordeeld

.../...

dat een zodanige interpr tatie van de strekking van dat ontwerp even aannemelijk was als de tegenovergestelde, en dat het derhalve wenselijk was het ontwerp in dat opzicht te verduidelijken (1).

Deze vraag komt bijzonder scherp aan de orde met betrekking tot de wet van 10 oktober 1967, Die wet - met een wel zeer algemene strekking, want luidens artikel 1 van het Wetboek dat zij invoert, regelt dit "de organisatie van de hoven en rechtbanken, de bevoegdheid en de rechtspleging" - voorziet in de opheffing en vervanging van een aanzienlijk aantal bijzondere wetten waarnaar andere, niet uitdrukkelijk opgeheven teksten van hun kant verwijzen. Er kan worden betoogd, dat de wetgever, door het goedkeuren van het Gerechtelijk Wetboek, aan de hand van algemeen toepasselijke normen alle aangelegenheden met betrekking tot het gerechtelijk recht heeft willen regelen, in welk geval artikel 2 van de wet van 10 oktober 1967 niet alleen de daarin opgesomde bepalingen heeft opgeheven, maar ook alle verwijzingen naar die bepalingen stilzwijgend heeft vervangen door verwijzingen naar de overeenkomstige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek. Betoogd kan ook worden - en artikel 2 van het Gerechtelijk Wetboek kan daartoe wel enige grond opleveren - dat de verwijzende bepalingen die niet uitdrukkelijk gewijzigd zijn, de strekking behouden welke ze hadden in de opvatting van de wetgever die ze heeft vastgesteld.

.../...

---

(1) Toen de afdeling administratie de kwestie diende te beslechten, heeft zij besloten dat, nu de bepalingen van de wet van 28 juni 1932 waarnaar de wet van 23 december 1946 verwijst, vervangen zijn door die van de wet van 2 augustus 1963, de overeenkomstige bepalingen van laatstgenoemde wet bepalend zijn voor het gebruik van de talen voor de Raad van State (arresten 12.867 van 13 maart 1968, BOCHKOLHZ, en 12.882 van 19 maart 1968, gemeente Etterbeek.

Uit dit alles kan worden afgeleid dat het probleem van de terugslag welke de opheffing of de wijziging van wetten waarnaar wordt verwezen, kan hebben op de voorzieningen van de wetten die daarnaar verwijzen, neerkomt op een interpretatie van de wil van de wetgever in elk bijzonder geval.

Het staat niet aan de uitvoerende macht, de wet te interpreteren bij wege van verordening. De inleidende bepaling van artikel 1 van het ontwerp is derhalve onwettig indien zij ertoe strekt een regeling vast te stellen voor de bepalingen die verwijzen naar de wetten welke door het ontworpen besluit zullen worden opgeheven, en zij heeft geen juridische strekking als zij alleen maar een voorbehoud maakt. Hoe het zij, verre van de rechtszekerheid te dienen,kan zij maar tot onzekerheid leiden.

Men kan het ook zo zien, dat het ontwerp met die bepaling sommige artikelen van het Gerechtelijk Wetboek en sommige opheffings- en wijzigingsbepalingen uit de wet van 10 oktober 1967 in werking wil stellen, uitsluitend voor wat het eigenlijke onderwerp van die artikelen en bepalingen zelf betreft, terwijl de opgeheven bepalingen van kracht blijven inzover daarnaar in andere, niet opgeheven of gewijzigde teksten wordt verwezen.

In dit verband valt het te betwijfelen of de Koning op grond van zijn bevoegdheid om het tijdstip van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 10 oktober 1967 vast te stellen, al was het maar voorlopig de eenheid van wetgeving kan verbreken welke de wetgever in sommige gevallen van wetgeving bij verwijzing heeft kunnen willen bewerken. Noch de tekst van de wet, noch de parlementaire voorbereiding staan een zo ruime interpretatie van 's Konings bevoegdheid toe.

Om te besluiten,is de Raad van State van oordeel dat de bepaling die vooraan in artikel 1 van het ontwerp staat, moet vervallen.

.../...

Artikel 3.

De opheffing van artikel 66 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering dat de gevallen van bloed- en aanverwantschap noemt waarin het de gerechtsdeurwaarder op straffe van nietigheid verboden is op te treden, wordt door het ontwerpbesluit niet in werking gesteld. Nu artikel 517 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de "gerechtsdeurwaarder verplicht is zijn ambt uit te oefenen telkens als hij erom wordt verzocht en voor ieder die erom verzoekt, behoudens de gevallen van verbod wegens bloed- of aanverwantschap", zonder dat het die gevallen nader omschrijft, zou dat artikel zo moeten worden gewijzigd dat de gevallen van verbod, welke thans geregeld zijn in artikel 66 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering maar het niet meer zullen zijn wanneer de opheffing van dat artikel eenmaal een feit is, met zoveel woorden worden genoemd.

*

Het ontwerp voorziet niet in de inwerkingtreding van de opheffing van de artikelen 147 en 148 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering. In elk van die bepalingen handelt het tweede lid over de gevallen waarin de vonnissen aan de pleitbezorger worden betekend. Als de bepalingen van de wet van 10 oktober 1967 betreffende de afschaffing van het ambt van pleitbezorger eenmaal van kracht zijn, zal het tweede lid van de genoemde artikelen 147 en 148 geen toepassing meer vinden. Artikel 147, eerste lid, van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering is zichzelf genoeg : het bepaalt dat in ieder geval het vonnis maar ten uitvoer kan worden gelegd nadat het aan de partij is betekend. Voor de vonnissen van eenvoudig onderzoek geeft artikel 148, eerste lid, alleen al een voldoende oplossing. De opheffing van het tweede lid zowel van artikel 147 als van artikel 148 kan dus in werking worden gesteld.

*

.../...

De artikelen 846 tot 850 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering komen niet voor in de bepaling die de opheffing van talrijke artikelen van het Wetboek in werking doet treden. Door de afschaffing van het ambt van pleitbezorger zal artikel 847 niet meer in zijn huidige vorm kunnen worden toegepast; na die afschaffing zal het zaak zijn van de rechter bij wie een eis op grond van artikel 847 wordt ingesteld, die stilzwijgend gewijzigde bepaling te interpreteren en derhalve ook te beslissen over de vorm waarin de zaak op regelmatige wijze bij hem aanhangig zal worden gemaakt. Mocht het anderzijds in de bedoeling van de Regering liggen, de artikelen 846 tot 850-tot de dag waarop de gehele wet van 10 oktober 1967 in werking zal zijn getreden-in stand te houden omdat die artikelen de afgifte regelen van een uitgifte of een uittreksel van een akte aan derden, terwijl de artikelen 1372 tot 1382 van het Gerechtelijk Wetboek alleen toepassing vinden op de afgifte aan partijen, dan behoort het Gerechtelijk Wetboek dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

*

* *

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen en van de inlichtingen verstrekt door de Koninklijke Commissaris voor de gerechtelijke hervorming wordt voorgesteld de tekst als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

Op 1 januari 1969 treden in werking :

1° ... (tekst van het ontwerp) ...;

2° ... (tekst van het ontwerp) ...;

.../...

3° ... (tekst van het ontwerp, 2° bis);

4° ... (tekst van het ontwerp, 3°);

5° in boek II "Geding", van hetzelfde deel van het Wetboek :

a) in de eerste titel "Instelling van de vordering", de artikelen 700 tot 703, 705 tot 730;

b) in titel II "Behandeling en berechting van de vordering", de artikelen 731 tot 733, 735 tot 763, 764, eerste lid, 1° tot 11° en 13°, en tweede lid, 765 tot 806;

c) in titel III "Tussengeschillen en bewijs", de artikelen 807 tot 828, 830 tot 914;

d) titel IV "Uitgaven en kosten", bevattende de artikelen 1017 tot 1024;

e) titel V "Inleiding en behandeling van de vordering op eenzijdig verzoekschrift", bevattende de artikelen 1025 tot 1034;

f) titel VI "Inleiding en behandeling van de vordering in kort geding", bevattende de artikelen 1035 tot 1041;

6° in boek III "Rechtsmiddelen", van hetzelfde deel van het Wetboek :

a) de eerste titel "Algemene bepalingen", bevattende de artikelen 1042 tot 1046;

b) titel II "Verzet", bevattende de artikelen 1047 tot 1049;

c) in titel III "Hoger beroep", de artikelen 1050, 1051 en 1052, tweede en derde lid, 1053 tot 1072;

.../...

d) titel IV "Voorziening in cassatie", bevattende de artikelen 1073 tot 1121;

e) titel V "Derdenverzet", bevattende de artikelen 1122 tot 1131;

f) in titel VI "Herroeping van het gewijsde", de artikelen 1132, 1133, 1134, eerste en tweede lid, 1135 tot 1139;

g) titel VII "Verhaal op de rechter", bevattende de artikelen 1140 tot 1147;

7° in boek IV "Bijzondere rechtsplegingen", van hetzelfde deel van het Wetboek :

a) hoofdstuk IV "Bepaalde openbare verkopingen van onroerende goederen", bevattende de artikelen 1186 tot 1193;

b) hoofdstuk V "Bepaalde verkopingen van roerende goederen", bevattende de artikelen 1194 tot 1204;

c) hoofdstuk VI "Verdeling en veiling van onverdeelde goederen", bevattende de artikelen 1205 tot 1225;

d) hoofdstuk IX "Adviezen van de familieraad", bevattende de artikelen 1232 tot 1237;

e) hoofdstuk X "Onbekwaamverklaring", bevattende de artikelen 1238 tot 1253;

f) hoofdstuk XII "Uitkeringen tot levensonderhoud", bevattende de artikelen 1320 tot 1322;

g) hoofdstuk XIV "Uitstel van betaling", bevattende de artikelen 1333 tot 1337;

h) hoofdstuk XVI, gewijzigd bij de wet van 28 december 1967, "Rechtspleging inzake pacht, recht van voorkoop en uitgesteld loon in land- en tuinbouw", bevattende artikel 1345, gewijzigd bij dezelfde wet;

.../...

i) hoofdstuk XVII "Aanneming van de borg", bevattende de artikelen 1346 tot 1351;

j) hoofdstuk XXI "Middelen om uitgifte of afschrift van een akte te verkrijgen", bevattende de artikelen 1372 tot 1382.

Artikel 2.-

... (tekst van het ontwerp) ...

Artikel 3.-

Op 1 januari 1969 treden in werking de volgende opheffingsbepalingen uit artikel 2 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek :

1° in de eerste titel, hoofdstuk I, artikel 1, § 1, 2°, voor zover het titel II en de artikelen 3 en 4 van titel VIII van het decreet van 16-24 augustus 1790 op de rechterlijke organisatie opheft;

2° ... (tekst van het ontwerp)...;

3° in de eerste titel, hoofdstuk I, artikel 1, § 1, 17°, voor zover het de artikelen 80, 87 tot 89 en 93 tot 97 van de wet van 27 ventôse jaar VIII betreffende de organisatie van de rechtbanken opheft;

4° ...(tekst van het ontwerp)...;

5° in de eerste titel, hoofdstuk I, artikel 1, § 1, 24°, voor zover het de artikelen 18 tot 25, 27 tot 29, 33, 43, 54 tot 56, 58, 61 tot 64,67 tot 74,84 tot 88,91,97, 102 tot 104 van het keizerlijk decreet van 30 maart 1808 houdende regeling voor de politie en tuchtregeling van de hoven en rechtbanken opheft;

6° tot 8° ... (tekst van het ontwerp) ...;

.../...

9° in de eerste titel, hoofdstuk I, in artikel 1, § 1 :

a) 45°, voor zover het de artikelen 134, tweede, derde en vierde lid, 138, 139, 141, 142, 145, 163, 164, 166 tot 170 en 174 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting opheft;

b) 110°, voor zover het artikel 8 van de wet van 20 december 1957 houdende herziening van het statuut van de griffiers van de rechterlijke macht en van het personeel van de griffies van hoven en rechtbanken opheft, in de mate waarin dat artikel 8 de artikelen 163, 164 en 166 tot 170 van eerdervermelde wet van 18 juni 1869 vervangt;

c) 104°, voor zover het artikel 4 van de wet van 25 februari 1954 betreffende de inrichting van het Hof van verbreking opheft, in de mate waarin dat artikel 4 artikel 134, tweede tot vierde lid, van eerdervermelde wet van 18 juni 1869 vervangt;

10° tot 13° ... (tekst van het ontwerp) ...;

14° in de eerste titel, hoofdstuk III :

a) artikel 3, 1°, 5° tot 9° en 12° tot 15°;

b) artikel 3, 16°, behalve voor zover het de artikelen 4 en 7 van het besluit van 18 maart 1831 betreffende de eedaflegging van de ambtenaren van de rechterlijke orde opheft;

c) artikel 3, 17° tot 19°, 22° tot 32°, 35° tot 37° en 39° tot 41°;

15° ... (tekst van het ontwerp) ...;

.../...

16° in titel II, hoofdstuk I, artikel 7, 2°, voor zover het artikel 42, vijfde lid, van de wet van 25 maart 1876 houdende titel I van het inleidend boek van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, toegevoegd bij de wet van 4 september 1908, opheft;

17° in titel III, eerste hoofdstuk, artikel 13, behalve voor zover het de artikelen 8, 29, 30, 34 tot 43bis, 66, 119 tot 121, 125, 136, 137, 146, 147, eerste lid, 148, eerste lid, 159, 164, 185, 252 tot 336, 364 tot 375, 420, 425, 428, 432, 438, 439, 453, 454, 457 tot 459, 523 tot 526, 545 tot 635, 656 tot 672, 752 tot 805, 819 tot 831, 846 tot 850, 866 tot 881, 986, 988 tot 996, 998 tot 1002 en 1040 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering opheft;

18° in titel III, eerste hoofdstuk :

a) artikel 14, 1°, 2°, 4° en 5°;

b) artikel 14, 6°, behalve voor zover het artikel 9 van het decreet van 27 november - 1 december 1790 tot instelling van een cassatierechtbank en tot regeling van de samenstelling, de organisatie en de bevoegdheid ervan, opheft;

c) artikel 14, 10°, 11°, 14° tot 17° en 21°;

d) artikel 14, 23°, behalve voor zover het de artikelen 54, 56 en 58 van het besluit van 15 maart 1815 van de Souvereine Vorst, houdende organiek reglement van de rechtspleging in cassatie, opheft;

19° tot 28° ... (tekst van het ontwerp, 18° tot 27°)...;

.../...

29° in titel III, hoofdstuk II, afdeling III, artikel 31, de §§ 1, 3 en 4, alsook § 2 voor zover deze artikel 59[1], 15°, van het besluit van de Regent van 26 juni 1947 houdende het Wetboek der zegelrechten opheft;

30° ... (tekst van het ontwerp, 29°) ... .

Artikel 4.-

... (tekst van het ontwerp, zoals die geamendeerd is) ...

Artikel 5.-

... (tekst van het ontwerp, artikel 4bis, behalve de woorden "in artikel 1 vermelde")...

Artikel 6.-

Op 1 januari 1969 treedt in werking artikel 27 van de wijzigingsbepalingen onder artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, dat de artikelen 5 en 6 van de wet van 25 augustus 1885 houdende herziening der wetgeving in zake koopvernietigende gebreken vervangt.

Artikel 7.-

Op 1 januari 1969 treedt in werking, doch alleen in zover die inwerkingtreding nodig is voor de toepassing van de door de vorige artikelen in werking gestelde bepalingen, artikel 6 van de overgangsbepalingen van artikel 4 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 8.-

Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

...

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G. CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Messieurs : R. PIRSON, assesseurs de la
de Heren : section de législation,
Fr. RIGAUX, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

La note a été présentée par M. Chr. LAMBOTTE, membre adjoint du Bureau de coordination.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

De nota werd voorgedragen door de H. Chr. LAMBOTTE, adjunct-lid van het Coördinatiebureau.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.